



RAPPORT EDIC-RDC 2019

Le secteur minier

Henri MUHIYA

Consultant national

14 novembre 2019

hmuhiya@gmail.com

Contenu de la présentation

1. **Mission du Consultant et Méthodologie**
2. **Période couverte par l'étude et les données recueillies**
3. **Regard sur les recommandations de 2010**
4. **Présentation sommaire du Secteur minier de la RDC**
5. **Présentation des données selon la chaîne des valeurs du secteur minier**
6. **Vision, Politique, Connaissance des potentialités minières**
7. **Investissements dans le secteur minier, chaîne de valeurs et industrialisation**
8. **Perspectives et recommandations**



Mission du Consultant

Réaliser une étude diagnostique et opérationnelle du secteur minier permettant aux autorités congolaises d'améliorer le cadre réglementaire et institutionnel et promouvoir ce secteur

En jetant un regard notamment sur :

- les principales propositions/recommandations de la précédente EDIC
- le cadre légal et réglementaire et son application
- les entreprises publiques de l'Etat



Mission du Consultant

- la contribution du secteur minier en matière de création de richesse, d'emplois et de l'acquisition des compétences techniques utiles au-delà de l'industrie
- les stratégies de développement du commerce des produits miniers et l'accès aux marchés
- le rôle des femmes dans le secteur extractif et dans la gestion de la chaîne de traitement de l'exploitation à la commercialisation des produits miniers ...

Formuler des recommandations



Méthodologie

Voici le chemin parcouru pour réaliser l'étude :

- Compréhension des termes de référence
- Identification des sources d'information et collecte des données
- Analyse des données recueillies
- Rédaction et discussion avec l'équipe CNUCCED aux différentes étapes de la rédaction



Méthodologie

Trois principales sources d'informations à côté de la documentation examinée :

- Entreprises minières et la chambre des mines faisant partie de la Fédération des entreprises du Congo (FEC)
- Experts de l'Administration publique, spécialement ceux du Ministère des Mines (Direction de Géologie, Direction des Mines, Direction de Protection de l'Environnement Minier, Cadastre Minier, CEEC, CTCPM, Promines...), Agence congolaise de l'Environnement, etc.
- Organisations de la Société civile œuvrant dans le Secteur des ressources naturelles



Période couverte par l'étude et les données recueillies

Les données ont été recueillies lors des rencontres individuelles, des ateliers, des interviews, des lectures.

Un bon nombre de rapports et documents consultés couvraient la période allant jusqu'en 2017 ou mi-2018. Ce qui signifie que le rapport pourrait être complété par des éléments survenus entre la seconde moitié 2018 et l'année 2019.



Regard sur Recommandations de l'EDIC 2010

N°	Domaine	Recommandation	Acteur	Etat d'exécution
	Mise en œuvre du 1 cadre légal existant	Appliquer le Code minier aux entreprises d'Etat du secteur	Ministère des Mines	Action continue. Code minier révisé en 2018. Décret Règlement minier pris. Décret substances minérales stratégiques pris.
	Réforme des 2 entreprises publiques	Adoption et mise en œuvre Plan restructuration Gécamines	Ministère Portefeuille, Mines, Plan, Finances	Gécamines transformée en sarl. Mesures de révision des partenariats prises par la Gécamines
	Stabilité des 3 investissements	Conclusion du processus de revue des contrats	Ministère Mines	Révision et Renégociation des contrats effectuée. 307.283/004\$ obtenus.



Regard sur Recommandations de l'EDIC 2010

N°	Domaine	Recommandation	Acteur	Etat d'exécution
	Redistribution des revenus générés par le 4 secteur	Clarification des partages des compétences provinciales/nationales	Ministère Mines, Finances, Primature, Parlement	Cfr Code minier révisé pour répartition compétences et redistribution de la redevance minière dans le compte des entités bénéficiaires
	Transparence et bonne 5 gouvernance	Mise en application de l'ITIE	Ministères Mines, Plan, Finances	RDC devenu conforme à l'ITIE en 2014, puis validé en 2019
	Développement des 6 capacités sectorielles	Elaboration d'un programme de développement de la main d'œuvre	Ministère Mines, Education, Plan	Cfr Plan stratégique de Développement du Secteur minier (2016-2021) reconnaissant la préoccupation, à côté de quelques écoles créées ou réhabilités et des différentes formations assurées par l'INPP...

Regard sur Recommandations de l'EDIC 2010

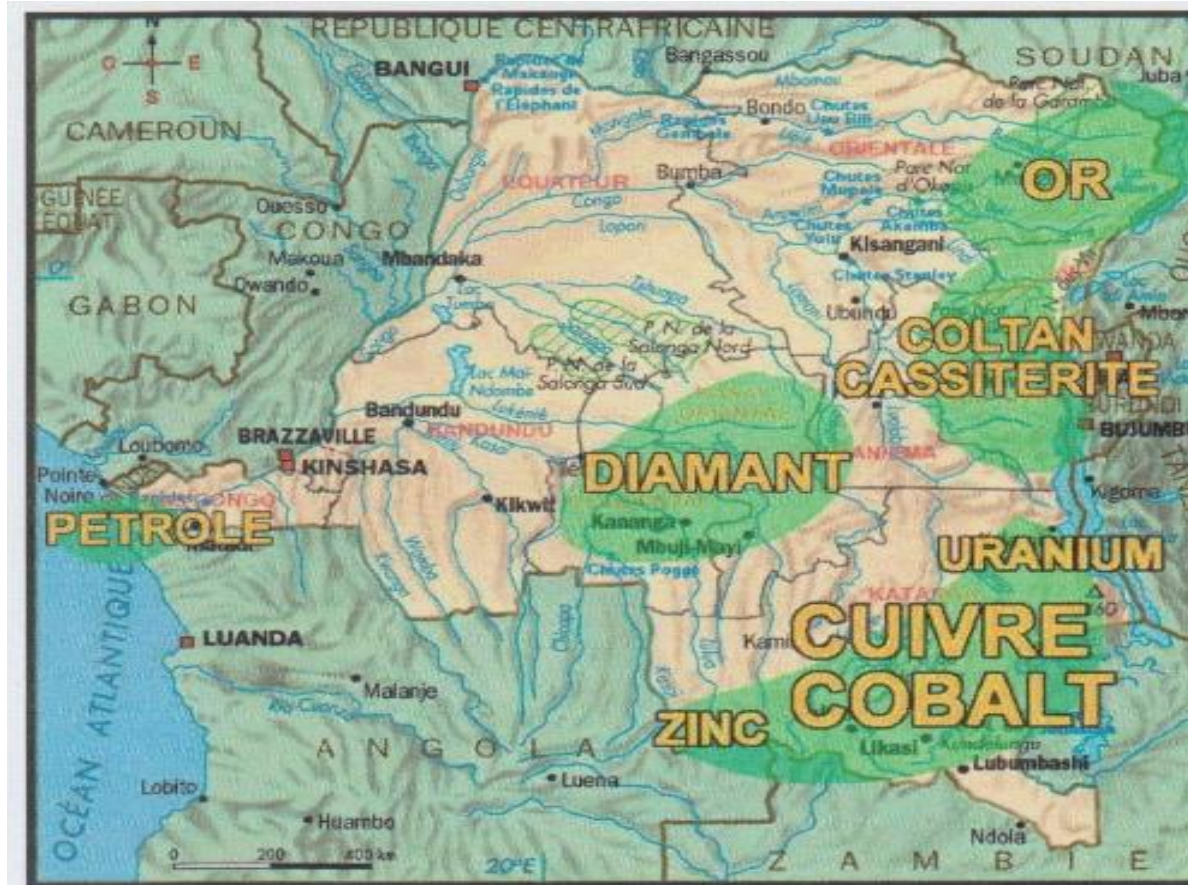
N°	Domaine	Recommandation	Acteur	Etat d'exécution
	Artisanat minier et 7 Secteur informel	Revue du cadre légal et institutionnel des activités du secteur minier artisanal	Ministère Mines	Cfr Code minier révisé, Manuel de procédures de traçabilité des produits miniers de l'extraction à l'exportation, Guide pratique de structuration et de fonctionnement d'une coopérative minière en RDC
	Impact environnemental et 8 social	Lancement d'une étude stratégique environnementale et sociale	Ministère Mines, Environnement	Cfr Rapport SOFRECO sur l'Evaluation Stratégique Environnementale et Sociale Sectorielle (ESESS-2014)

Présentation sommaire du secteur minier de la RDC

- **Secteur minier de la RDC : doté de plusieurs substances minérales exploitées de manière industrielle, artisanale ou par petite mine**
- **A part les produits de carrières, les minerais exploités peuvent être groupés en quatre filières :**
 - - **Filière Or**
 - - **Filière diamant et pierres précieuses**
 - - **Filière stannifère (3T : Tin (Cassitérite), Tungstène (wolframite), Tantale (Coltan))**
 - - **Filière cuivre-cobalt, avec d'autres minerais accompagnateurs**



Considérations générales



Les réserves des activités extractives en RDC

Présentation des données de l'étude, selon la chaîne des valeurs du secteur minier

- a) Considérations générales
- b) Cadre légal et réglementaire
- c) Défis de transformation des PR en PE
- d) Exploitation : Diamant, Or, 3T, Cuivre-Cobalt
- e) Commerce : Diamant, Or, 3T, Cuivre-Cobalt
- f) Collecte des taxes
- g) Redistribution des revenus



Présentation des données de l'étude, selon la chaîne des valeurs du secteur minier

- h) contribution du secteur au développement local et au développement local
- i) Rôles et capacités de l'Administration des mines
- j) Entreprises du Portefeuille de l'Etat
- k) Les joint-ventures et conventions
- l) Vision, Politique, Connaissance des potentialités minières
- m) Investissement dans le secteur minier, chaînes de valeur et industrialisation
- n) Impact sur le plan social



Cadre légal et réglementaire

Législation nationale :

- Constitution de la RDC
- *Code minier*
- *Règlement minier*
- *Arrêtés ministériels ...*

Instruments légaux régionaux et initiatives internationales :

- *Protocole d'accord sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles*
- *Six instruments pour la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles*
- Guide de la due diligence de l'OCDE...



Cadre légal

Avancées :

- Promulgation du Code minier révisé (comprenant des innovations)
- Décret portant Règlement minier pris
- Décret sur les substances minérales stratégiques pris

Défis :

Vulgariser la loi

Complémenter les mesures d'application de la loi (ex. gestion 0,3 %, Fonds minier pour les générations futures)

Evaluer la mise en application de la loi



Accès aux ressources minières

Avancées

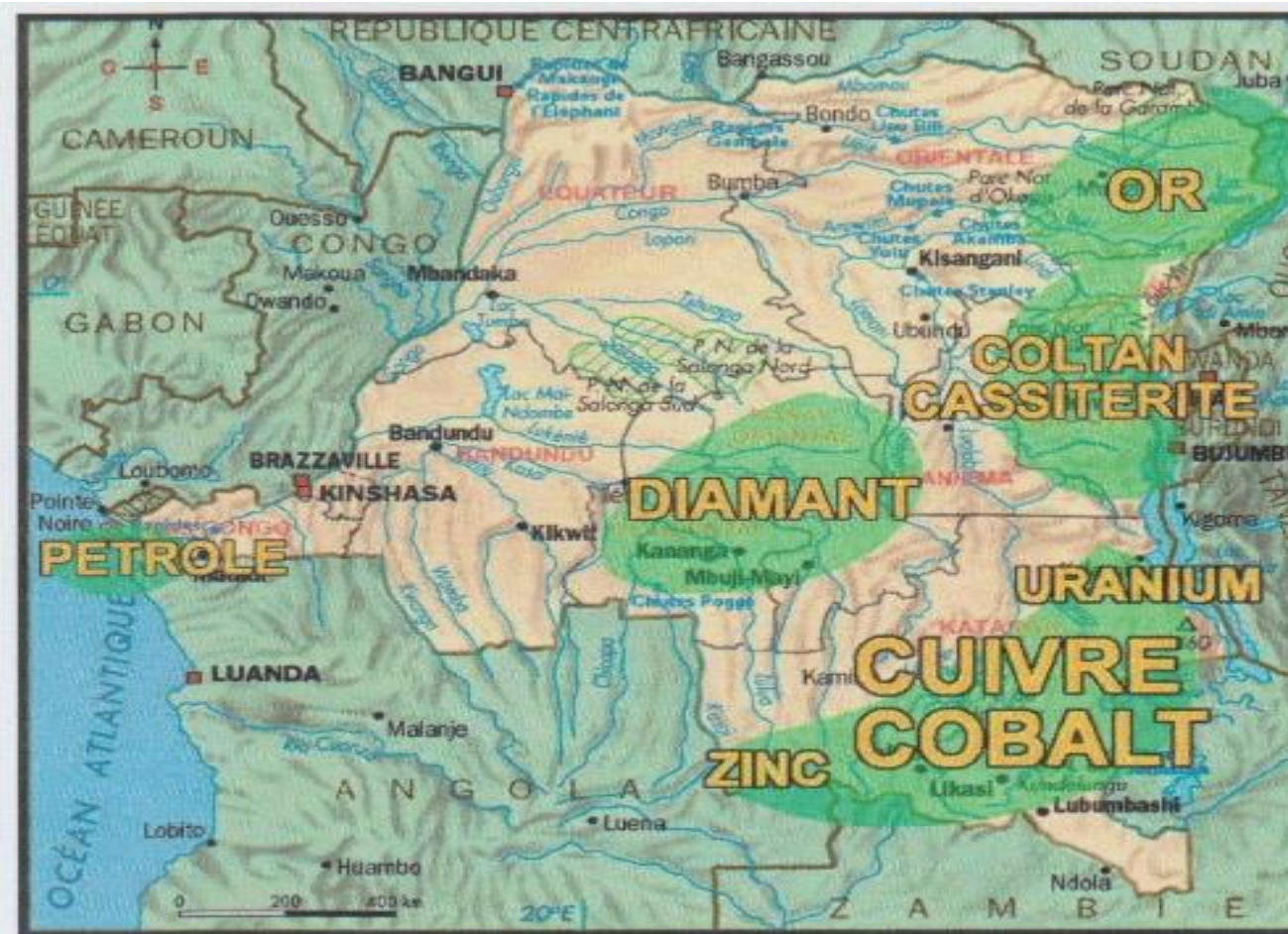
- Augmentation sensible des titres miniers depuis la dernière EDIC grâce au Code minier de 2002
- Augmentation du nombre de Zones d'exploitation artisanale et de coopératives
- Augmentation du nombre de sites miniers qualifiés

Défis

- Transformation des PR en PE
- Insuffisance du nombre de ZEA viables et de sites miniers qualifiés
- Formalisation de l'artisanat minier avec des coopératives créées à partir des creuseurs
- Transparence



Exploitation : localisation des minerais



Les réserves des activités extractives en RDC

Exploitation

Etat des lieux : Quatre filières :

- **Diamant** : Industrie (SACIM, MIBA), Artisanat, Petite mine. En 2017, production artisanale plus élevée que celle industrielle et à petite mine
- **Or** : Industrie (Kibali Gold Mine, Banro avec ses filiales Twangiza et Namoya mining), Artisanat localisée principalement dans 6 provinces et une production faiblement captée
- **3T (cassitérite, coltan, wolframite)** : Essentiellement artisanale, avec une seule entreprise qui a fini son usine pour commencer la production industrielle (Alphamin Bisie Mining) et le coltan élevé au rang de minerais stratégique
- **Cuivre-cobalt** : Essentiellement Industrie, avec un artisanat souvent en conflit avec les tenants des titres miniers. Une production du cuivre ayant dépassé la barre de 1 millions de tonnes de cuivre et le cobalt élevé au rang de substance minérale stratégique



Exploitation

Défis

- Energie
- Voies d'accès
- Exhaustivité de la fiscalité minière
- Cohabitation Industrie et Artisanat
- Accès aux finances pour les Entreprises de l'Etat
- Vision et Politique (jusque là tournée vers une économie de vente de matières premières)
- Transformation des minerais à différents niveaux
- Sécurité
- Capacités Administration minière
- Transparence



Commerce

Avancées

- Croissance des statistiques de vente due à l'augmentation de la production pour une vingtaine d'entreprises dans la filière cuivre-cobalt et deux entreprises dans la filière Or, notamment
- Adoption et mise en œuvre des mécanismes de traçabilité pour les 3T

Défis

- Maîtrise des cours des métaux, spécialement en ce qui concerne les minerais stratégiques
- Fraude minière et fraude fiscale
- Concurrence au niveau de la fiscalité régionale
- Maîtrise des statistiques et leur harmonisation au niveau des différents services
- Valeur ajoutée sur les substances minérales vendues
- Evaluation des mécanismes de traçabilité



Collecte des taxes

Etat des lieux

- Taxes collectées par la DGRAD, la DGDA, la DGI, puis aussi les régies provinciales et certains services de l'État.
- Le Code minier révisé a fait augmenter le taux de certaines taxes ou redevance au bénéfice du pays
- Organisation des ateliers sur la fiscalité et la fiscalité minière

Défis

- Le fiscalité semble ne pas être exhaustive (ex. taxe FPI, ...)
- La transparence au niveau des régies financières
- Maîtrise du coût réel des investissements (ce qui rend difficile la perception de l'impôt sur le bénéfice)
- Difficultés de capter certaines taxes (ex. superprofit)
- Fiscalité artisanat minier face aux perceptions illégales



Redistribution des revenus

Avancées

- Le Code minier révisé a permis la redistribution de la redevance minière en consacrant le principe de versement dans le compte de chaque entité bénéficiaire
- L'instauration de la dotation de 0,3 % du chiffre d'affaire des entreprises minières pour les projets de développement en faveur des communautés affectées
- Mise à disposition des moyens aux services de l'Administration minière

Défis

- Gestion des différents fonds dégagés au niveau du gouvernement central, des provinces et des ETD (10 % Fonds minier pour les générations futures, 25 % de la redevances pour les provinces, 15 % de la redevance pour les ETD)
- Suivi et contrôle par l'Administration



Contribution du secteur minier au développement local et au développement du pays

Avancées

- Grand secteur contribuant au PIB
- Contribution des entreprises minières aux infrastructures de l'énergie et du social
- Contribution au développement local à travers les différents fonds dégagés par le Code minier révisé (Redevance minière, dotation de 0,3 %, cahier de charge...)
- Contribution à l'emploi

Défis

- Impacts sur l'environnement par l'exploitation industrielle et artisanale
- Pas de mécanismes prévus pour la contribution du secteur artisanal au développement local
- Insertion des différentes initiatives et fonds dans des plans de développement (local, provincial, national, inexistants à beaucoup d'endroits)



Extrait du rapport ITIE 2015

Contribution du secteur extractif aux exportations	97,5 %
Contribution du secteur extractif aux recettes courantes	24,7 %
Contribution du secteur extractif à l'emploi	23,9 %
Contribution du secteur extractif au PIB	20,0 %



Rôles et capacités de l'Administration chargée des mines

Avancées

- Existence d'une Administration chargée des mines
- Formation du personnel de l'Administration
- Réhabilitation/création de quelques écoles de métiers (ex. INPP, Mutoshi...)

Défis relevés par le Plan stratégique de développement du secteur minier

- Sureffectif en ressources humaines
- Manque de personnel qualifié
- Vieillessement du personnel qualifié
- Manque de motivation du personnel
- Manque de stratégie de formation technique répondant aux besoins de l'industrie et du secteur minier



Entreprises du Portefeuille de l'Etat

Avancées

- Revisitation des contrats miniers
- Renégociation des contrats miniers
- Réforme des entreprises pour en faire des entreprises commerciales

Défis

- Clarification du rôle du Gouvernement qui d'une part représente l'actionnaire majoritaire unique l'Etat, et de l'autre qui n'a plus de de contrôle suffisant sur ces entreprises devenues commerciales, tout en étant obligé de répondre parfois des actes posés par les responsables de ces entreprises
- Accès aux finances
- Gestion
- Evaluation du processus de transformation des EPE en sociétés commerciales



Les joint-ventures et les conventions

Avancées

- Apport des capitaux privés aux Entreprises du Portefeuille de l'Etat (ex Gécamines dans les projets STL et DEZIWA)
- Apport de la technologie
- Suppression des conventions par le Code minier révisé

Défis

- Suivi par les Entreprises de l'Etat de la gestion des joint-ventures
- Capitalisation par les EPE des opportunités apportées par des partenaires privés
- Inquiétudes des partenaires des EPE sur la suppression des conventions, mais aussi sur la clause de stabilité



Vision, Politique et connaissance des potentialités minières

Avancées

- Elaboration des Plans quinquennaux stratégiques du secteur minier dont le plus récent est celui de 2017-2021, avec une vision limitée
- Elaboration d'un draft de politique minière de la RDC
- Création du Service géologique
- Production de cartes géologiques et métallogéniques
- Elaboration par le Ministère des Mines d'un projet de « certification des réserves minières »

Défis

- La politique minière n'est pas encore adoptée par le Gouvernement
- Les plans stratégiques du Ministère des mines sont à durée de mandat politique et tournés vers l'exportation des minerais sans idée d'en utiliser une partie pour l'industrie de la RDC



Investissements dans le secteur minier, chaînes de valeur et industrialisation

- Selon l'ANAPI, entre 2010 à 2015, le secteur minier a suscité plus d'investissements que les autres secteurs : services, industries, Agriculture et foresterie et infrastructures.
- Cependant, ces investissements ne permettent pas encore d'agir sur toute la chaîne de valeur du secteur minier dont les bénéfices vont croissants selon qu'on se situe à l'exploration, à l'extraction ou aux différents niveaux de transformation.

Par exemple pour le diamant :

Exploration- Exploitation- Tri- Taille / Polissage- Fabrication bijoux- Vente détail

Pour l'or :

Exploration – Exploitation – Concentration - 1^{re} transformation : lingots, feuilles – 2^e et 3^e transformation : pièces, bijoux

Pour les métaux de base

Exploration – Exploitation – Concentration - 1^{re} transformation : lingots, feuilles – 2^e et 3^e transformation : pièces et équipements, machinerie, transport



Impact sur le plan social

Avancées

- Un certain nombre de réalisations par les entreprises minières à travers les fondations et les fonds sociaux
- Une possibilité de faire survivre le foyer à travers le travail d'exploitant artisanal de minerais
- Défis
- Non respect des droits humains, notamment lors des délocalisations
- Conditions difficiles de travail pour les artisans
- Pollution des terres et des rivières, etc.



Quelques grandes recommandations

- **Évaluer la mise en application du Code minier révisé et maintenir le dialogue entre les parties prenantes pour les questions divergentes ;**
- **Assainir le climat des affaires et le climat sécuritaire pour éviter les tracasseries, la fraude minière, la contrebande et la corruption ;**
- **Avec les revenus accrus du Code minier réviser et renforcer les capacités de l'administration chargée des mines, de la fiscalité et de l'environnement ;**
- **Accélérer la formalisation de l'exploitation artisanale et créer des fonderies et des raffineries pour capter et valoriser le la chaîne de valeur, spécialement dans les secteurs 3T, or et cobalt ;**



Quelques grandes recommandations

- **Mettre en application les recommandations de la Conférence minière, spécialement en ce qui concerne la création des ZES et la matérialisation de la bourse des matières premières ;**
- **Évaluer le processus de transformation des entreprises du portefeuille de l'État en sociétés commerciales efficaces et évaluer l'efficacité et l'apport des joint-ventures afin d'en redéfinir les objectifs et d'optimiser le suivi ;**
- **Élaborer une politique minière soutenue par la recherche géologique et un plan d'investissement en infrastructures de base dans le domaine de l'énergie et du transport ;**
- **Veiller à une bonne redistribution des revenus issus du secteur minier définir les mécanismes de gestion des fonds alloués au développement, et aux générations futures soit à travers la création d'un fond d'État.**



UNCTAD

PROSPERITY FOR ALL

www.unctad.org



UNITED NATIONS
UNCTAD